

**Michel Dreyfus et Michel Pigenet (dir.), *Les meuniers du social. Force ouvrière, acteur de la vie contractuelle et du paritarisme, fin des années 1950 - début des années 1980*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, 272 p.**

**Emmanuel Naquet**

À l'heure où s'exprime la volonté du nouveau président de la République, François Hollande, élu en mai 2012, de refonder les relations professionnelles en s'appuyant sur des corps intermédiaires vite écartés des démarches de l'ancien chef de l'État, Nicolas Sarkozy, voilà un collectif dirigé par Michel Dreyfus et Michel Pigenet qui, par une étude de cas sur la Confédération générale du travail-Force ouvrière (CGT-FO, dorénavant FO), montre toute l'importance des politiques contractuelle et paritaire pour le modèle français, aujourd'hui en question.

Disons-le d'emblée, cette publication réjouit déjà parce qu'elle reflète la diversité des sciences sociales dans leurs approches et leurs âges : elle réunit en effet une vingtaine de jeunes et de moins jeunes chercheurs à la suite d'un colloque organisé par le Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle (Paris I et CNRS) et FO. Mais pas seulement. Ces politistes et ces historiens, ces sociologues et ces économistes côtoient, selon une pratique de plus en plus développée dans les rencontres universitaires, et souvent avec bonheur, nombre de « grands témoins ». En l'occurrence, cela confirme le dépassement d'anciennes méfiances entre militants et chercheurs qui expliquent une historiographie de FO encore et toujours en construction. Autre surprise agréable : tenu une décennie après celui monté sur la naissance du syndicat et la figure de son premier secrétaire, Robert Bothereau, cet échange ne tend pas à proposer simplement une nouvelle monographie, même réactualisée, après celles pionnières d'Alain Bergounioux, mais plutôt, au-delà de FO, d'aborder plus largement un réformisme syndical, initié et éprouvé par la Confédération.

L'intérêt de ce volume réside évidemment aussi dans l'appréhension d'une centrale qui connaît une augmentation de son audience et un desserrement du maillage de son implantation entre le milieu des années 1950 et celui des années 1970, avec près d'un demi million d'adhérents et une image d'indépendance après l'alternance politique de 1981, alors que la CGT et la CFDT subissent un recul. Force ouvrière dépasse ainsi son image anticomuniste pour s'inscrire alors dans ce qui fait la marque de fabrique de ce « meunier du social » : le pragmatisme. Cette volonté d'être constructif et responsable évolue selon des rythmes non seulement économiques, caractéristiques de l'expansion que connaissent les pays industrialisés, et singulièrement l'Europe en formation, mais aussi sociopolitiques, propres à la France, avec, il est vrai, des inflexions humaines – que l'on songe à la personnalité d'André Bergeron qui a dominé le mouvement ouvrier pendant si longtemps –, et des déclinaisons locales – telle ou telle fédération nouant des relations informelles mais fructueuses avec tel

interlocuteur du Conseil national du patronat français ou tel responsable de la République.

La variété et la richesse des différents textes, ordonnés autour de trois scansionnements thématiques (« Héritages, identités et orientations », « Partenaires, rivaux et adversaires » et « Lieux et modalités du paritarisme ») sont impossibles à exposer dans le détail, mais plusieurs avancées doivent être soulignées, et d'abord les modes d'approche qui font autant appel à la statistique – FO, c'est combien de divisions ? – qu'à la prosopographie et la biographie, avec des portraits de groupe (FO Métaux, FO-PTT, entre autres) et des photographies d'identité, selon les branches et les générations, passant par une optique comparatiste et relationnelle avec les autres syndicats – moins toutefois avec la CFTC et CGC – et les responsables patronaux ou gouvernementaux, et cela face aux politiques menées par un État-providence en plein essor au temps des Trente Glorieuses puis de la crise, avec des impératifs : les salaires et la carrière, puis la protection sociale et l'emploi.

Participant à la mise en place de cette démocratie plus sociale qu'économique, FO apparaît fortement institutionnalisée, avec des places multiples et complémentaires dans les organismes (UNEDIC, CNAM, UNIRS, ARRCO, etc.) et les organes (commissions au Plan, Conseil économique et social, conseils d'administration des entreprises publiques...), et des réseaux variés connectés aux pouvoirs, singulièrement de droite, tandis que des minorités autonomes, anarchistes ou trotskystes éclosent dans le syndicat. Se plaçant de manière décalée face au tête-à-tête de la CFDT et de la CGT, alternant position, négociation et régulation, est-elle pour autant instrumentalisée par le pouvoir et/ou des groupes ? Rien ne permet de l'affirmer. Mais il est incontestable que des édiles de FO, à différents niveaux, sont devenus le cas échéant des syndicalistes organiques, abandonnant le terrain et le débat, préférant l'administration à la contestation, avec tous les dangers que ces mutations comportent, dont l'un d'entre eux : non pas verser dans le corporatisme, mais à tout le moins devenir un des relais de l'État, en tous cas avant 1981. Avec l'arrivée de la gauche à l'Élysée et à Matignon, ce sont davantage les cadres de la CFDT voire de la CGT qui deviennent les interlocuteurs privilégiés du pouvoir.

Bien sûr et toute proportion gardée, il est loisible de pointer ici un manque, là une rapidité, en particulier sur certaines ruptures politiques comme le retour du général de Gaulle et, dix ans après, Mai 68 ou sur les interfaces avec des structures coopératives, l'ouvrage posant néanmoins, et à juste titre, la problématique des convergences ou des divergences avec d'autres espaces de l'action militante comme la FEN ou certaines structures partisans. Mais nous butons en l'espèce sur la loi et la pratique d'un genre. On peut également regretter que les interventions des acteurs sollicités n'aient pas pu être reproduites avec les analyses, à l'exception d'une postface de Jean-Claude Mailly – même si certaines contributions peuvent s'appuyer à raison sur des sources orales provoquées. Ou que les rapports avec la sphère mutualiste ou avec des associations comme le premier syndicat des chômeurs créé par Maurice Pagat en 1981, puis le Mouvement national des chômeurs et précaires ou les Solidarités nouvelles face au chômage, lancés en 1985, pour ne prendre que ces exemples, aient été délaissées, tandis que sont retracées des trajectoires parallèles ou successives (de l'UNEF à FO, pour Marc Blondel). On peut encore reprocher le délaissement de certains traits d'une culture syndicale (rites, rhétorique, moments, etc.). Au demeurant, les directeurs et les auteurs admettent volontiers, ce qui est suffisamment rare pour qu'on le souligne, que nombre d'aspects restent à étudier ou,



***Histoire@Politique. Politique, culture, société*** – Rubrique « Comptes rendus – ouvrages ».  
Mis en ligne le 24 janvier 2013, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

dirons-nous, à approfondir.

En définitive, risquons l'affirmation : le contrat d'un regard multiscalair, pluriel et critique, ce qui n'est pas systématiquement le cas quand ce type de synergie est choisi, a été amplement honoré et on peut espérer qu'il soit renouvelé sur la période courant jusqu'en 2012 pour suivre, dans un paysage syndical recomposé, une FO davantage contestataire, avec, là encore, une gestion paritaire de l'objet et un dialogue moins social qu'intellectuel...